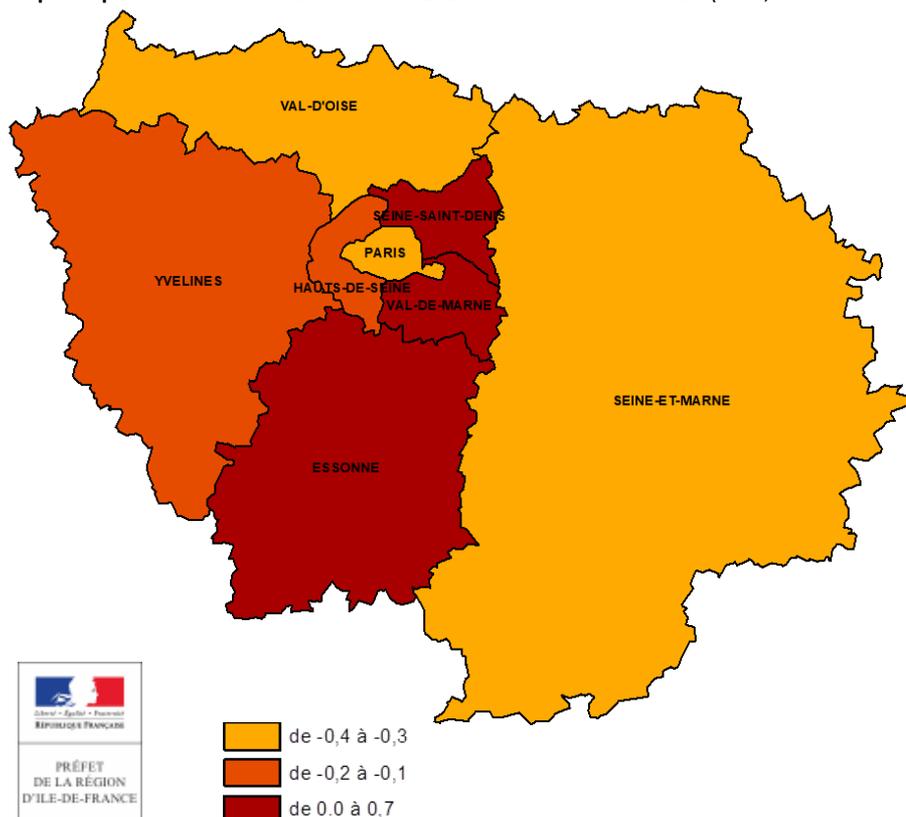


Évolutions récentes du marché du travail
et de l'emploi en Île-de-France3^e trimestre 2019

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C
par département entre le 2^e trimestre 2019 et le 3^e trimestre 2019 (en %, données CVS-CJO)



- Au 3^e trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens augmente par rapport au 2^e trimestre 2019 en catégorie A (+0,5 %) et diminue en catégories A, B, C (-0,1 %).
- Le taux de chômage baisse de 0,2 point au 2^e trimestre 2019, atteignant 7,4 %.
- L'emploi salarié augmente de 0,3 % au 2^e trimestre 2019.
- L'activité partielle progresse au 3^e trimestre 2019.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi est en baisse au 3^e trimestre 2019.

- Ce dossier de conjoncture, qui présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France, vous est adressé chaque trimestre. La prochaine publication sera disponible début novembre et portera sur le troisième trimestre 2019.
- Ce dossier complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15 : L'intérim

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : L'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

Demande d'emploi et chômage

Au troisième trimestre 2019, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 990 640 (catégories A, B et C - données CVS). Parmi eux, 664 130 n'ont pas travaillé du tout durant le mois précédent (catégorie A).

La demande d'emploi en catégorie A augmente au troisième trimestre 2019 (+0,5 % contre -0,4 % en France métropolitaine). Celle prenant en compte les personnes ayant eu une activité réduite (catégories A, B, C) diminue très légèrement (-0,1 % contre -0,9 % en France métropolitaine).

La demande d'emploi en catégorie D (demandeurs en formation notamment) progresse de nouveau (+4,8 %), en lien avec la mise en place du Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC).

Sur le trimestre, en Île-de-France, l'évolution de la demande d'emploi en catégories A, B, C est plus favorable pour les hommes que pour les femmes. La demande d'emploi des jeunes (moins de 25 ans) repart à la hausse (+0,9 %), contrairement au niveau national (-1,2 %). Enfin, la demande d'emploi de longue durée confirme son recul (-0,7 %), après une hausse continue entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018.

Au deuxième trimestre 2019, 7,4 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,2 % en France métropolitaine), soit un niveau plus faible qu'au premier trimestre 2018.

Emploi

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi se redresse au troisième trimestre 2019 (+0,8 %) du fait de la progression des offres d'emploi temporaires et occasionnelles. En revanche, les offres durables sont en recul.

Au deuxième trimestre 2019, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente de +6,8 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (+4,2 % pour les contrats durables).

Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'intérimaires augmente légèrement (+1,2 %), malgré une baisse du nombre de contrats au deuxième trimestre 2019.

Porté par le secteur privé, l'emploi salarié francilien progresse légèrement au deuxième trimestre 2019 (+0,3 %). L'emploi francilien représente près de 36 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 44 nouvelles offres enregistrées pour 100 nouvelles demandes d'emploi en moyenne au troisième trimestre 2019, en baisse par rapport au troisième trimestre 2018. Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois a, quant à lui, progressé sur un an.

Mutations économiques

Au troisième trimestre 2019, 100 autorisations d'activité partielle ont été accordées pour motif économique, pour un volume d'heures de travail chômées en forte hausse.

Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi diminue par rapport au trimestre précédent mais le nombre d'emplois menacés est plus important.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 3^e trimestre 2019

3 ^e trimestre 2019	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Ile-de-France	France métro.	Ile-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	664 130	3 364 470	0,5	-0,4	-1,4	-2,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	990 640	5 530 570	-0,1	-0,9	-1,0	-1,9

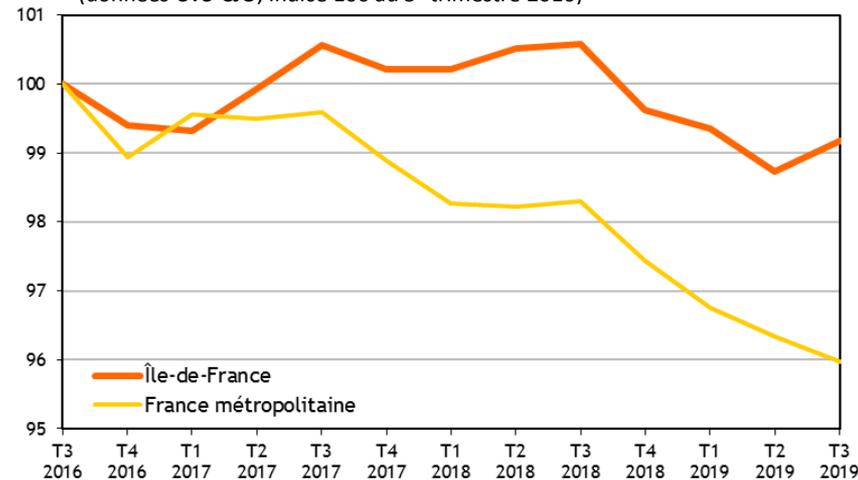
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente au troisième trimestre 2019 en Île-de-France (+0,5 %), après avoir reculé de 1,8 % sur les trois derniers trimestres. Il diminue pourtant au niveau national (-0,4 %). Sur un an, l'écart d'évolution atteint un point entre la région (-1,4 %) et la France métropolitaine (-2,4 %).

Les évolutions en catégorie A sont affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs. Ainsi, le nombre de demandeurs ayant eu une activité réduite (catégories B et C) recule pour la première fois en Île-de-France depuis le premier trimestre 2009 (-1,2 % contre -1,6 % en France métropolitaine). Au total, la demande d'emploi en catégories A, B, C diminue très légèrement (-0,1 % contre -0,9 % en France métropolitaine).

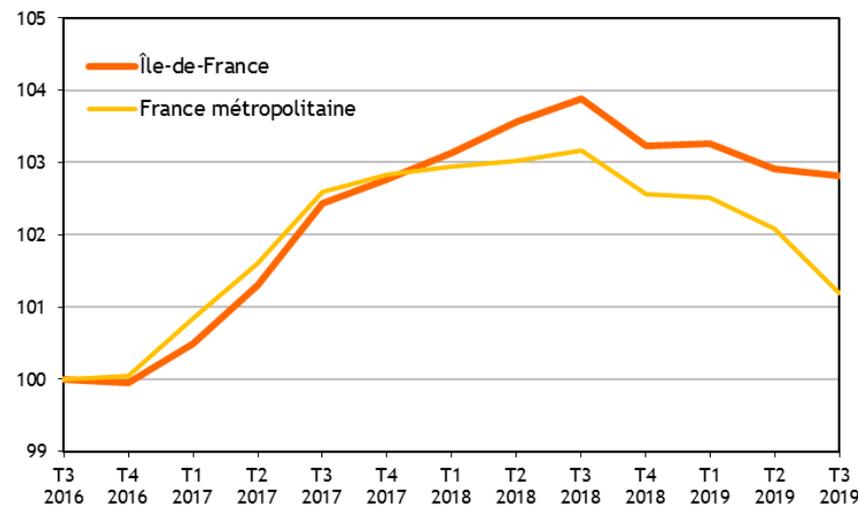
Le Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC) affecte la demande d'emploi en formation (catégorie D), dont la croissance en Île-de-France est, toutefois, inférieure à celle observée au niveau national (+4,8 % contre +7,9 %).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par département au 3^e trimestre 2019

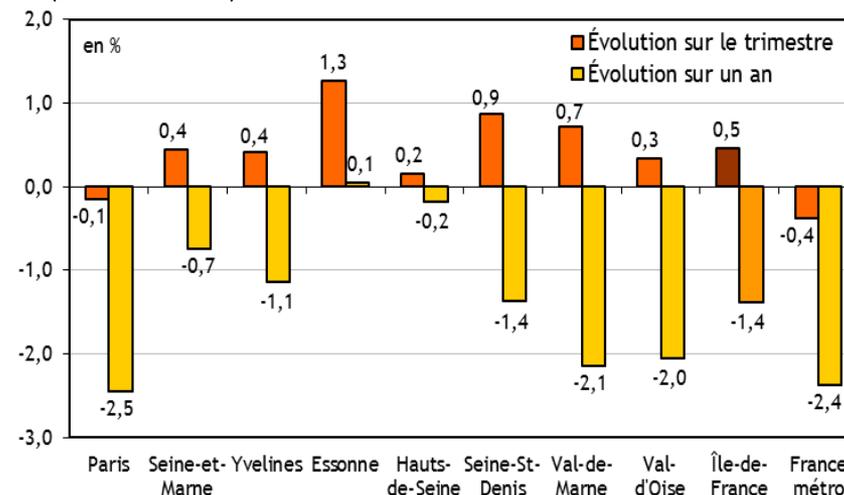
Données CVS-CJO 3 ^e trimestre 2019	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	128 400	-0,1	-2,5	200 770	-0,3	-1,8
Seine-et-Marne	67 090	0,4	-0,7	102 530	-0,3	-0,6
Yvelines	64 650	0,4	-1,1	96 680	-0,2	-0,8
Essonne	59 120	1,3	0,1	90 800	0,7	0,1
Hauts-de-Seine	80 870	0,2	-0,2	117 640	-0,1	0,0
Seine-St-Denis	119 840	0,9	-1,4	171 540	0,0	-1,1
Val-de-Marne	73 390	0,7	-2,1	107 360	0,0	-1,5
Val-d'Oise	70 770	0,3	-2,0	103 320	-0,4	-1,9
Île-de-France	664 130	0,5	-1,4	990 640	-0,1	-1,0
France métro.	3 364 470	-0,4	-2,4	5 530 570	-0,9	-1,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au troisième trimestre 2019, la demande d'emploi francilienne est en croissance en catégorie A dans l'ensemble des départements, à l'exception de Paris (-0,1 %). L'Essonne (+1,3 %) et la Seine-Saint-Denis (+0,9 %) enregistrent les plus fortes hausses. En catégories A, B, C, l'Essonne est le seul département de la région dont la demande augmente (+0,7 %), tandis que le Val-d'Oise enregistre la plus forte baisse (-0,4 %).

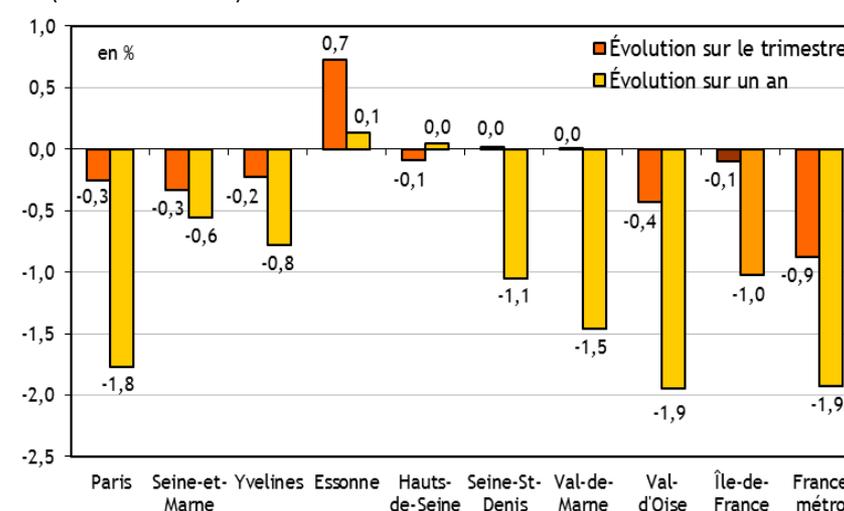
Sur un an, l'ensemble des départements d'Île-de-France bénéficie d'une diminution de la demande d'emploi en catégorie A, comprise entre -2,5 % à Paris et -0,2 % dans les Hauts-de-Seine. En catégories A, B, C, la demande augmente très légèrement en Essonne (+0,1 %), est stable dans les Hauts-de-Seine et recule dans les autres départements, en particulier dans le Val-d'Oise (-1,9 %) et à Paris (-1,8 %).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

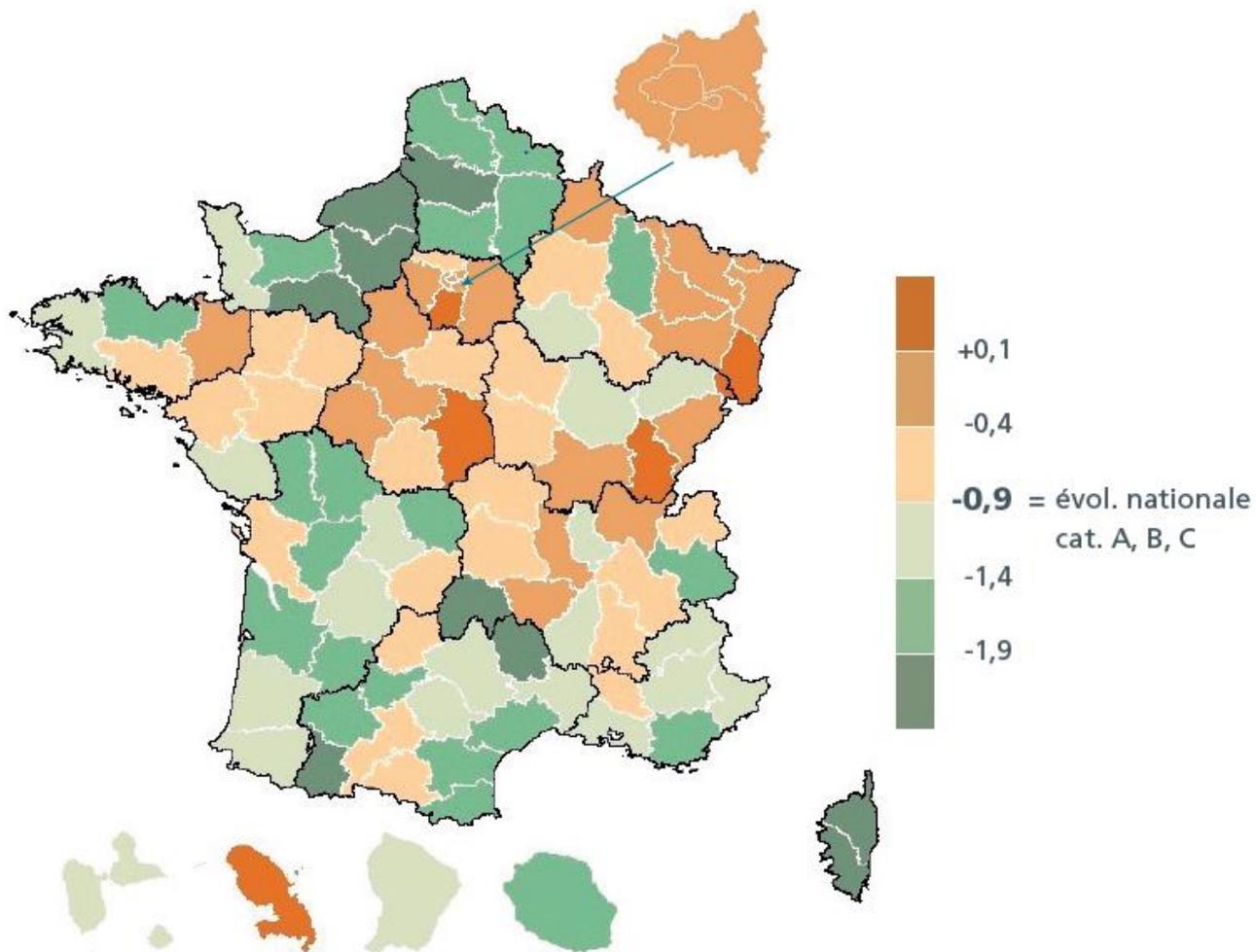
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 2^e trimestre 2019 et le 3^e trimestre 2019
(en %, données CVS-CJO)



Source: Dares indicateurs -Eclairage territorial sur les demandeurs d'emploi au 3^e Trimestre 2019-Octobre 2019

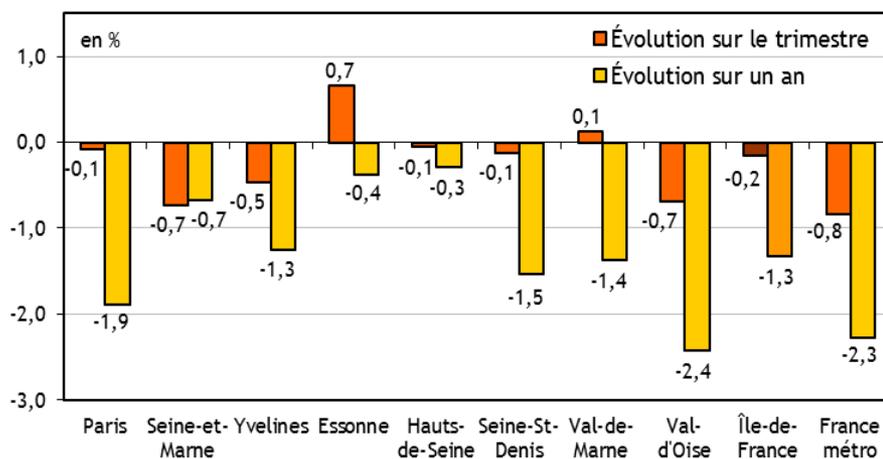
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3^e trimestre 2019 (catégorie ABC)

Contrairement au trimestre précédent, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C évolue plus favorablement pour les hommes (-0,2 %) que pour les femmes (0,0 %) au troisième trimestre. Son évolution est, en revanche, plus favorable aux femmes en France métropolitaine (-0,9 % contre -0,8 % pour les hommes).

Sur le trimestre, l'évolution de la demande d'emploi est plus favorable aux hommes dans l'ensemble des départements de la région, à l'exception de Paris et du Val-de-Marne. La Seine-et-Marne connaît l'écart le plus élevé (0,7 point).

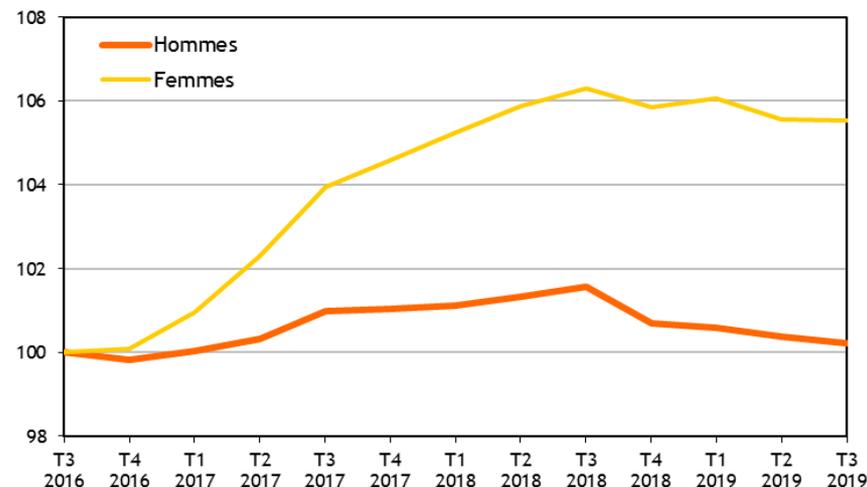
Sur un an, le recul de la demande d'emploi francilienne est plus prononcé pour les hommes que pour les femmes (-1,3 % contre -0,7 %).

Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



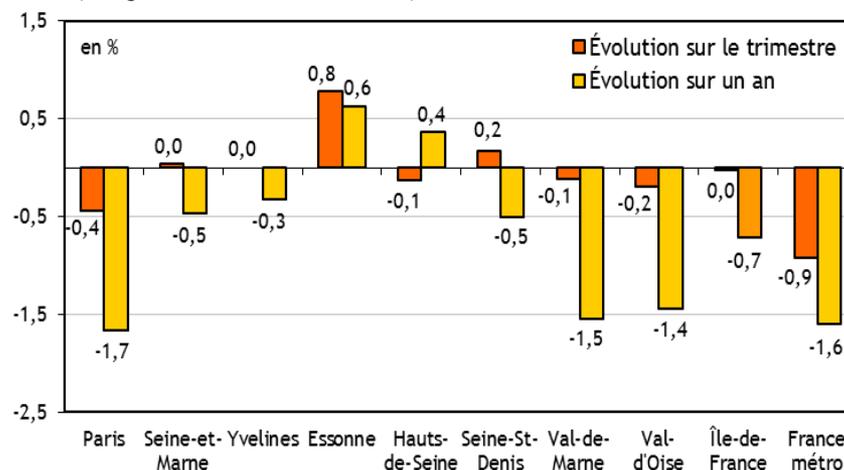
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 3^e trimestre 2019 (catégorie ABC)

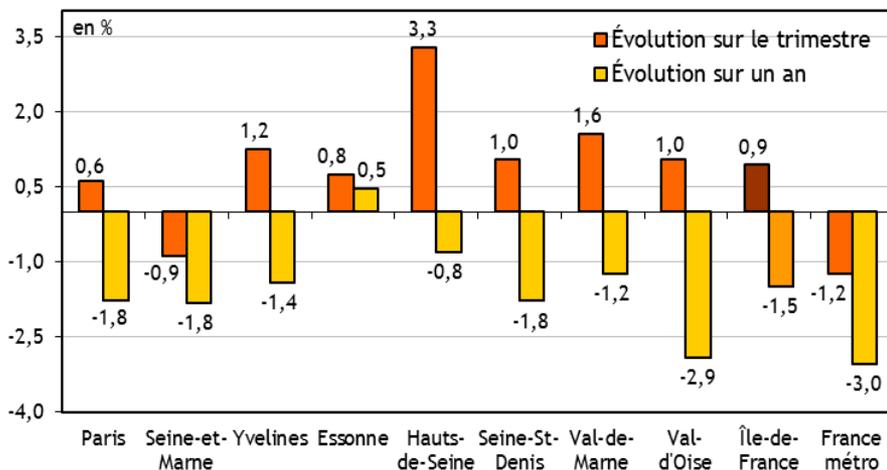
Au troisième trimestre, la légère baisse de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C se concentre sur les demandeurs âgés de 25 à 49 ans (-0,3 %).

La demande d'emploi des jeunes (moins de 25 ans) repart à la hausse (+0,9 %), contrairement au niveau national où elle bénéficie d'une forte baisse (-1,2 %). Sur un an, le recul est plus prononcé en France métropolitaine (-3,0 % contre -1,5 % dans la région).

Au sein de la région, la demande d'emploi des jeunes augmente très nettement dans les Hauts-de-Seine (+3,3 % sur le trimestre) et ne diminue qu'en Seine-et-Marne (-0,9 %).

La demande d'emploi des séniors (50 ans et plus) poursuit sa croissance (+0,1 % sur le trimestre et +1,1 % sur un an). L'Essonne affiche la progression la plus soutenue (+1,2 % sur le trimestre et +2,9 % sur un an).

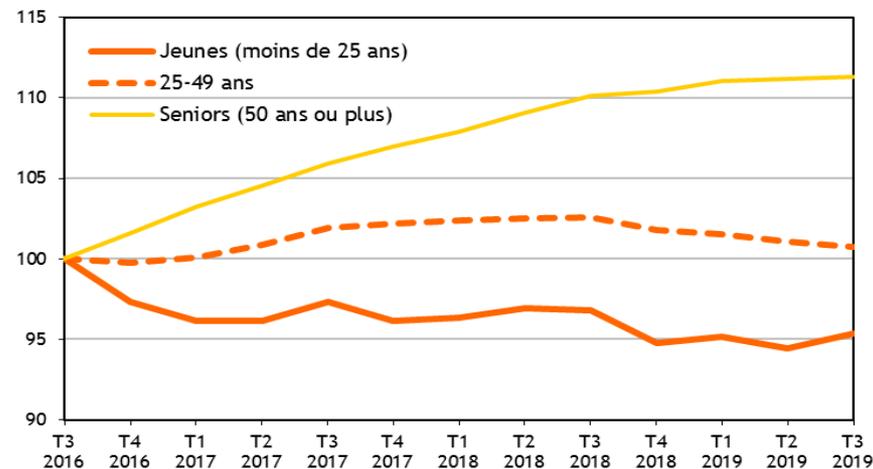
Évolution du nombre de jeunes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

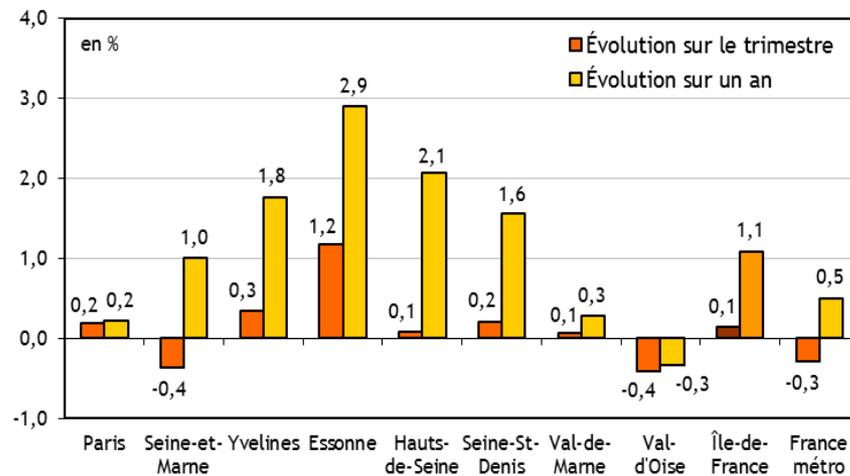
Demande d'emploi

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de séniors inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 3^e trimestre 2019

Après avoir augmenté de 13,3 % entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) confirme son recul au troisième trimestre 2019 (-0,7 % contre -0,8 % en France métropolitaine). Ces demandeurs représentent 46,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi d'Île-de-France, contre 32,6 % il y a 10 ans.

Au deuxième trimestre 2019, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 364 jours à Pôle emploi. C'est 7 jours de moins qu'au trimestre précédent*.

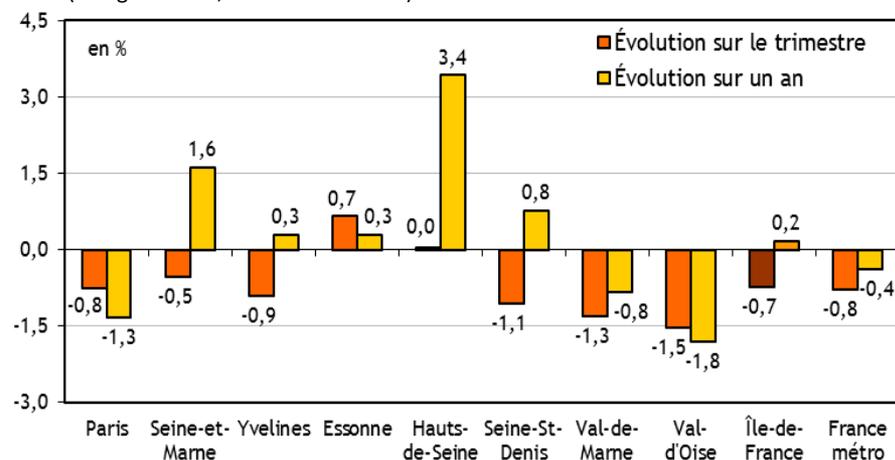
En hausse de 0,3 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 13,0 % au troisième trimestre 2019. Elle varie de 10,7 % en Essonne à 16,3 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
3 ^e trimestre 2019	12,6	12,2	11,6	10,7	13,3	16,3	12,7	12,9	13,0	13,4
3 ^e trimestre 2018	12,6	11,5	11,3	10,2	12,4	16,1	12,5	12,7	12,7	12,7

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

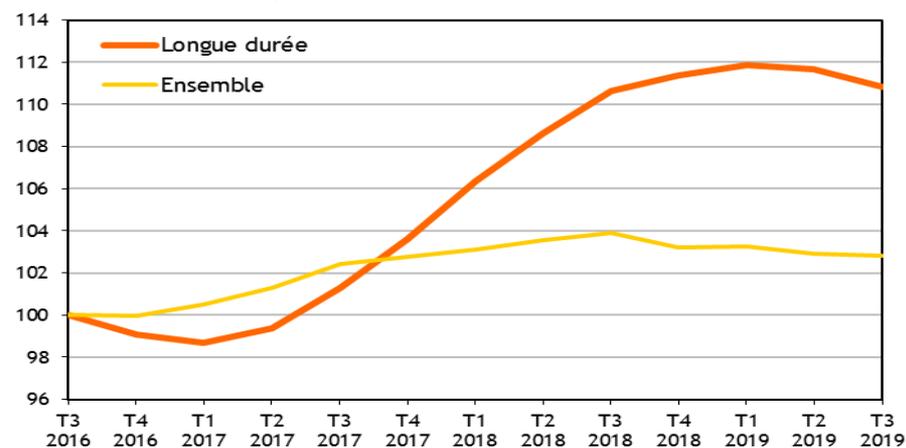
* « Durée de chômage (2^e trimestre 2019) », *Statistiques et indicateurs*, Septembre 2019, Pôle emploi, <http://www.pole-emploi.org/statistiques-analyses/demandeurs-demploi/trajectoires-et-retour-a-lemploi/duree-de-chomage-1er-trimestre-2019.html?type=article>

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 3^e trimestre 2019

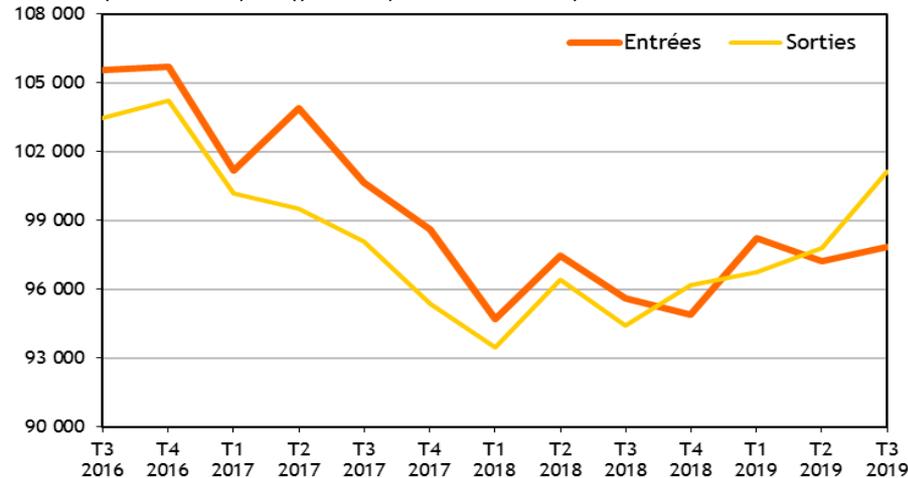
Le nombre d'inscriptions à Pôle emploi repart à la hausse en Île-de-France sur le trimestre (+0,6 % après -1,0 % au deuxième trimestre), comme sur un an (+2,4 %). Cette évolution contraste avec celle enregistrée en France métropolitaine, où les inscriptions reculent nettement (-2,4 % sur le trimestre et -1,0 % sur un an).

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (un tiers des entrées) rend délicat l'interprétation des entrées par motif. Sur un an, cependant, la progression des inscriptions pour « retour d'inactivité » (fin de maladie, fin de formation...) et pour « démission » (+9,8 %), ainsi que le recul des inscriptions pour « licenciement économique » (-11,8 %) se détachent.

En augmentation depuis un an, le nombre de sorties de Pôle emploi progresse fortement (+3,4 % sur le trimestre et +7,1 % sur un an). La France métropolitaine connaît une évolution similaire.

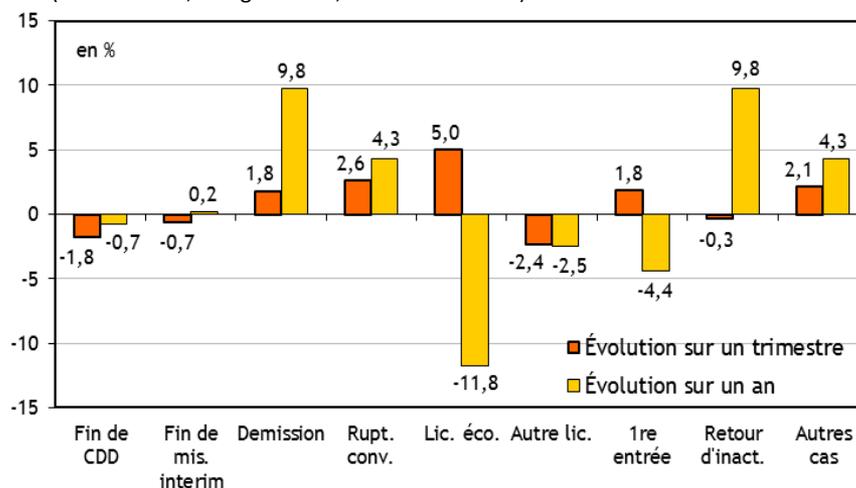
La forte présence du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (près de la moitié des sorties) limite, là encore, l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'en baisse au troisième trimestre, la très forte hausse des entrées en stage (+34,9 % sur un an, contre +15,8 % en France métropolitaine) s'explique par la mise en place du PIC en début d'année. Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 22,2 % des motifs de sortie de Pôle emploi, progressent de 13,1 % sur un an.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 2^e trimestre 2019

Au deuxième trimestre 2019, le taux de chômage francilien s'établit à 7,4 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il est légèrement inférieur à celui du premier trimestre 2019. Le taux de chômage en France métropolitaine baisse à 8,2 % au deuxième trimestre 2019.

Sur un an, le taux de chômage poursuit sa décrue de 0,6 point aussi bien en Île-de-France qu'en France métropolitaine.

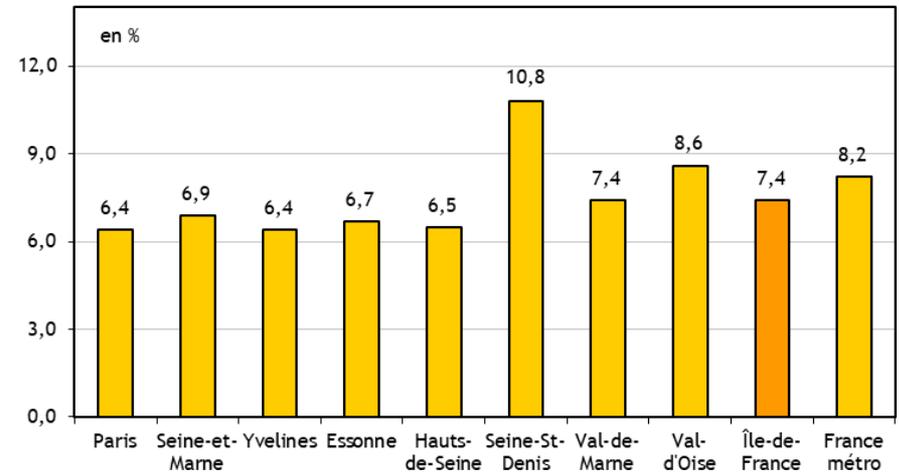
Après avoir atteint 9,0 % au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien suit une tendance à la baisse. Il reste cependant supérieur de 1,1 point à sa valeur du premier trimestre 2008 (6,3 %).

Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis enregistre une baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent, et se situe à 10,8 %. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (8,6 %). Les Yvelines (6,4 %), Paris (6,4 %) et les Hauts-de-Seine (6,5 %) connaissent les taux les plus faibles.

Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,9 point en Seine-Saint-Denis et de 0,7 point dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Dans les autres départements, le taux varie de -0,6 point à Paris à -0,4 point en Seine-et-Marne et dans l'Essonne.

Taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2019

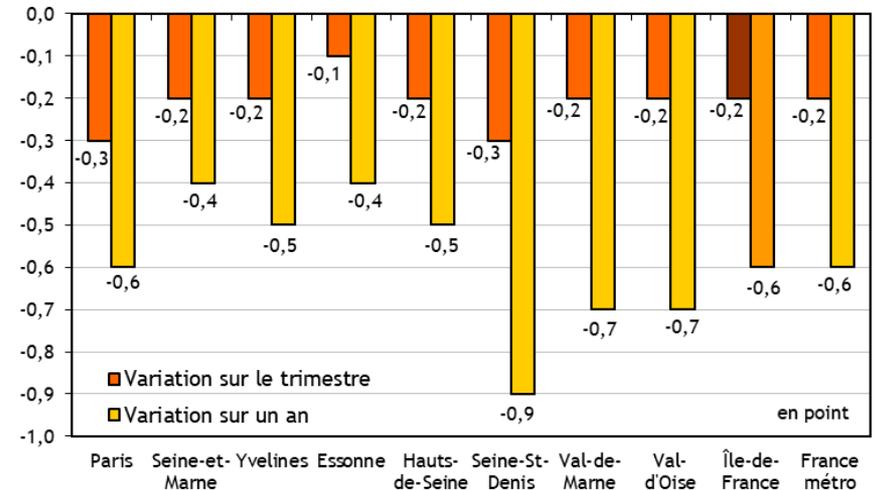
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Variation du taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2019

(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi au 3^e trimestre 2019

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon le métier concerné. L'évolution du nombre de ces offres est donc affectée par la concurrence entre Pôle emploi et les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

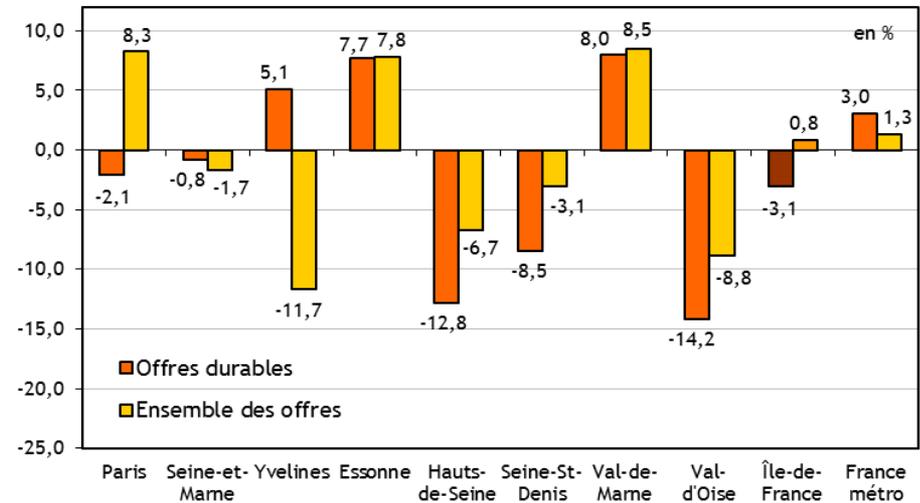
Au troisième trimestre 2019, 47 130 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 31 740 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Sur le trimestre, le nombre d'offres d'emploi collectées se redresse (+0,8 % après -3,0 % au deuxième trimestre) du fait de la progression des offres d'emploi temporaires et occasionnelles (+9,9 %). En revanche, les offres durables, qui représentent 70 % de l'ensemble des offres collectées, perdent 3,1 % (contre +3,0 % en France métropolitaine).

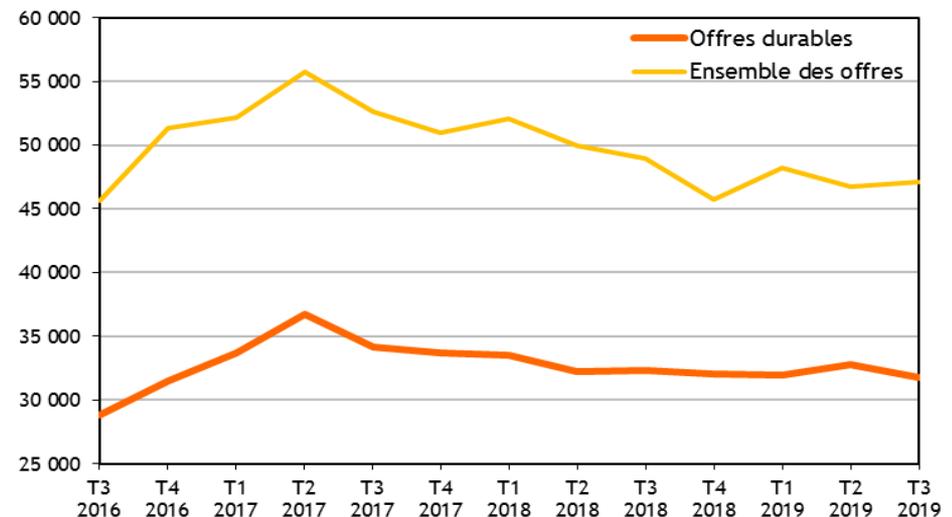
Globalement en baisse sur un an en Île-de-France et en France métropolitaine, les offres recules pour les emplois durables dans la région (-1,7 % contre +2,9 % au niveau national).

Au sein de la région, les offres d'emploi collectées varient sur le trimestre de -11,7 % dans les Yvelines à +8,5 % dans le Val-de-Marne et les offres durables de -14,2 % dans le Val-d'Oise à +8,0 % dans le Val-de-Marne.

Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2^e trimestre 2019

Plus de 2,09 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2019 en Île-de-France, dont 366 000 DPAE en CDD de plus de six mois et CDI.

Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2019 (par rapport au deuxième trimestre 2018) a progressé tous contrats confondus en Île-de-France (+6,8 %) mais l'augmentation est moins forte pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +4,2 %).

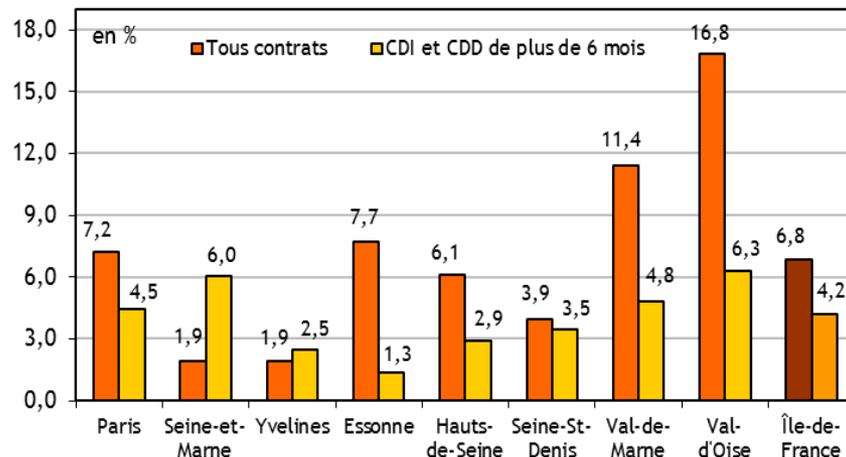
Tous contrats confondus, le Val-d'Oise a connu une hausse annuelle importante (+16,8 %), alors que la Seine-et-Marne et les Yvelines ont connu la croissance la plus faible avec +1,9 %.

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise progressent le plus fortement (respectivement +6,0 % et +6,3 %).

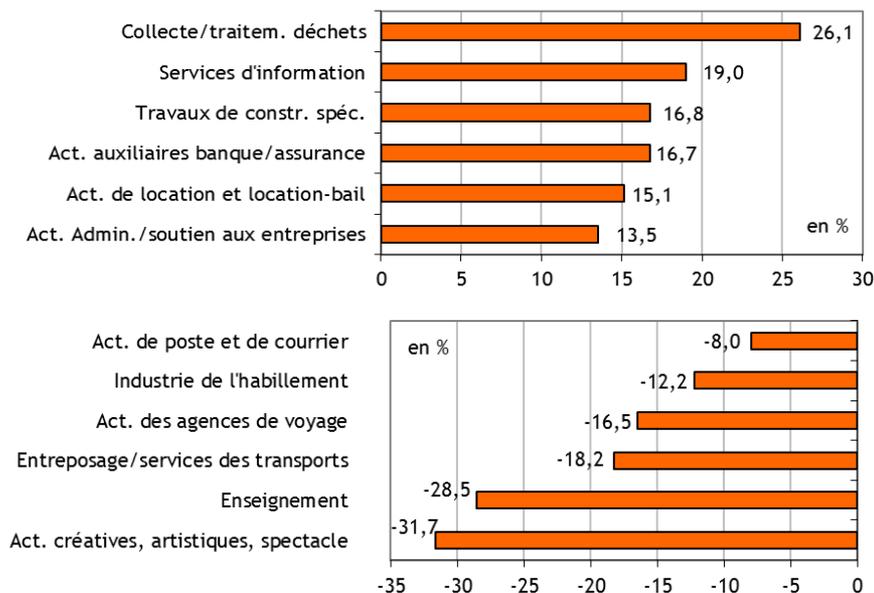
Le secteur de la collecte et des traitements de déchets et les services d'information (activités des portails de recherche sur Internet, de traitement et d'hébergement de données) ont connu une forte augmentation des contrats durables (respectivement +26,1 % et +19,0 %).

Les secteurs de l'entreposage, l'enseignement et les activités créatives, artistiques et de spectacle ont connu la baisse la plus importante (baisse supérieure à 18,0 %).

Évolution annuelle des DPAE par département (T2 2019 / T2 2018)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs (six plus fortes hausses/baisses) (T2 2019 / T2 2018, Île-de-France)



L'intérim au 2^e trimestre 2019

Plus de 1 068 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du 2^e trimestre 2019 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 134 100 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

Après plusieurs trimestres de croissance, l'évolution de l'activité intérimaire reste stable depuis 2018. Ainsi, le nombre de contrats conclus est en baisse et le nombre d'intérimaires augmente de seulement +1,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2019, contre +1,1 % au niveau national (données CVS). En un an, la hausse est plus forte : respectivement +2,2 % pour l'Île-de-France et +0,5 % pour la France métropolitaine, soit près de 3 000 intérimaires en plus.

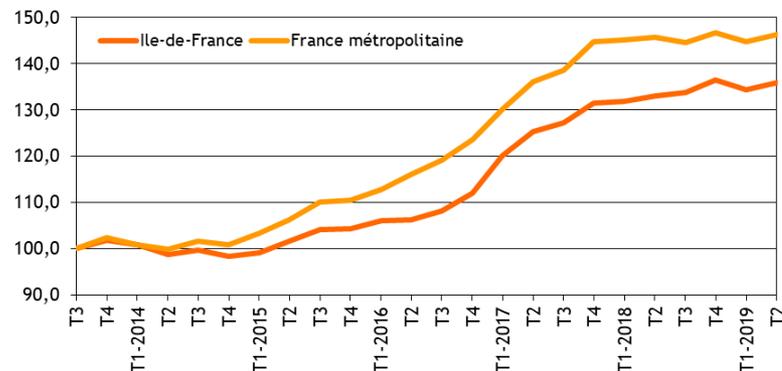
L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en très légère baisse : -0,4 % pour le nombre d'EETP par rapport au 1^{er} trimestre 2019. En particulier, l'intérim dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets progresse de +2,1 % en un trimestre, alors que la fabrication de matériels de transport (secteur composé principalement des industries automobiles et aéronautiques) et la métallurgie sont en baisse (resp. -1,8 % et -0,9 %).

L'activité intérimaire dans la construction, secteur fortement utilisateur de l'intérim, enregistre une hausse ce trimestre : +2,8 % par rapport au 1^{er} trimestre.

L'intérim dans le tertiaire augmente également, mais à un rythme moins soutenu (+1,1 % par rapport au trimestre précédent), et avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, on observe des hausses dans les activités de service administratifs, le commerce de détail et l'hébergement / restauration (resp. +6,7 %, +4,4 % et +3,7 %). En revanche, les activités financières et d'assurances enregistrent un fort recul du nombre d'EETP : -12,7 % ce trimestre par rapport au précédent.

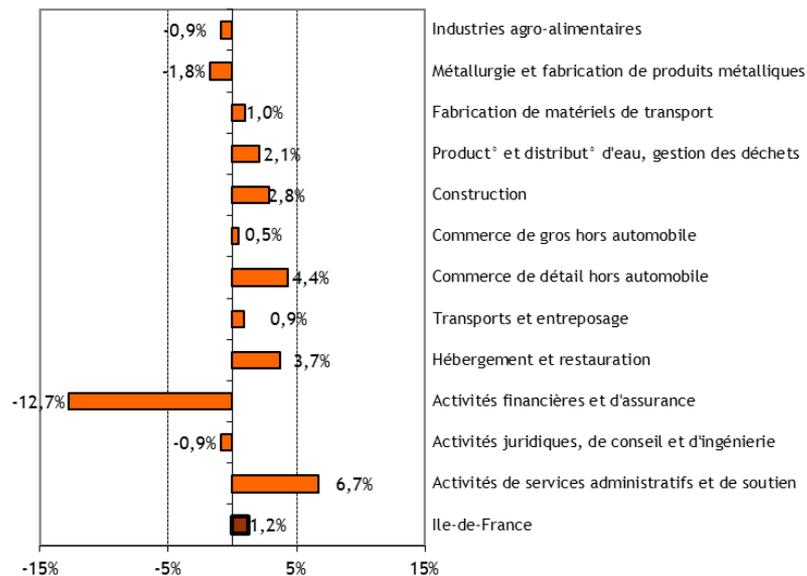
Emploi

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 3^e trimestre 2013)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

L'emploi salarié au 2^e trimestre 2019

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au deuxième trimestre 2019, l'emploi salarié (privé et fonction publique) francilien progresse de 0,3 %, soit +18 730 emplois (données CVS). Il reste stable dans la fonction publique avec une très légère hausse de 560 emplois par rapport au trimestre précédent, tandis que l'emploi dans le privé progresse de + 0,4 %, soit +18 170 emplois.

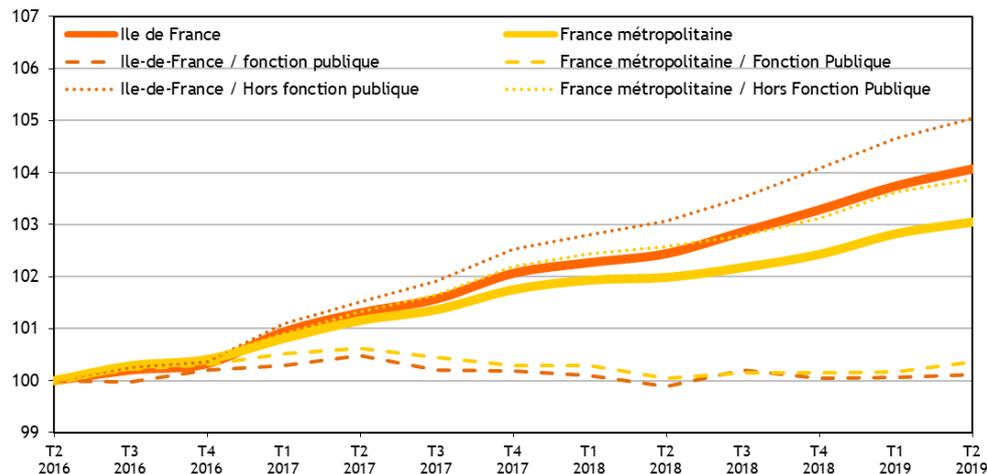
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié augmente également (+0,2 %, soit +54 100 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié francilien est en forte augmentation (+1,6 %, soit +93 100 emplois). Il reste stable dans la fonction publique et s'accroît de +1,9 % (+90 500 emplois) dans le privé. Ces évolutions attestent du dynamisme de l'emploi francilien qui représente près de 36 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Au deuxième trimestre 2019, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié progresser le plus fortement sont le Val-de-Marne, Paris et la Seine-et-Marne. A contrario, les Yvelines et l'Essonne enregistrent les évolutions les plus faibles, respectivement à +0,1 % et 0,0 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre +0,4 % dans l'Essonne (+1 870 emplois) et +2,4 % (+14 900 emplois) en Seine-Saint-Denis et à Paris (+42 900 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)
(données CVS, indice 100 au 2^e trimestre 2016)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2019	Évolution T2 2019 / T1 2019		Évolution T2 2019 / T2 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 852 013	7 851	0,4	42 924	2,4
Seine-et-Marne	471 038	2 075	0,4	4 277	0,9
Yvelines	542 228	415	0,1	3 953	0,7
Essonne	454 480	214	0,0	1 868	0,4
Hauts-de-Seine	1 073 975	2 640	0,2	12 574	1,2
Seine-Saint-Denis	630 063	1 985	0,3	14 900	2,4
Val-de-Marne	543 901	2 966	0,5	8 151	1,5
Val-d'Oise	377 612	588	0,2	4 450	1,2
Ile-de-France	5 945 310	18 733	0,3	93 098	1,6
France métropolitaine	24 836 922	54 091	0,2	256 301	1,0

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi salarié par secteur au 2^e trimestre 2019

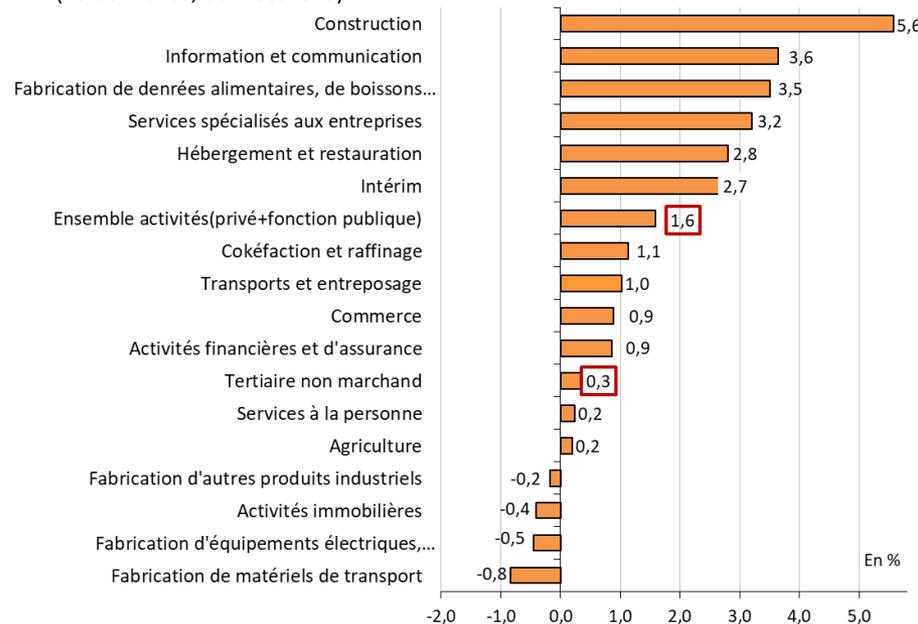
L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié est stable dans le tertiaire non marchand et stable dans le secteur de l'industrie, mais s'accroît dans la construction avec une forte augmentation (+1,3 %, soit +3 740 emplois), ainsi que dans les services marchands hors intérim (+0,4 %, soit +10 400 emplois) et le commerce (+0,1 %, soit +800 emplois). Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois salariés progresse dans les services marchands hors intérim (+2,2 %, soit +61 200 emplois) et la construction (+5,6 %, soit +15 500 emplois), tandis qu'il augmente légèrement dans l'industrie et dans le tertiaire non marchand (+0,3 %).

En un an, les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sont la fabrication de matériel de transport (-0,8 %, soit -600 emplois) et les équipements électriques et électroniques (-0,5 %, soit -300 emplois). Le dynamisme de la construction (+5,6 %, soit +15 500 emplois) et de l'information et communication (+3,6 %, soit +14 800 emplois) compense ce ralentissement.

La plupart des secteurs des services marchands ont enregistré des hausses. Les secteurs de l'hôtellerie, restauration (+2,8 %, soit +8 700 emplois), ainsi que les services spécialisés aux entreprises (+3,2 %, soit +30 600 emplois) ont connu les plus fortes croissances. L'augmentation a été moins importante dans le secteur des services à la personne (+0,2 %, soit +860 emplois).

Par contre, le secteur des activités immobilières enregistre une évolution négative (-0,4 %, soit -330 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 2^e trimestre 2018 et le 2^e trimestre 2019 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2019	Évolution T2 2019 / T1 2019		Évolution T2 2019 / T2 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 400	30	0,6	10	0,2
Industrie	434 840	150	0,0	1 510	0,3
Construction	293 710	3 740	1,3	15 530	5,6
Commerce	712 390	800	0,1	6 210	0,9
Services marchands hors intérim	2 879 300	10 380	0,4	61 210	2,2
Tertiaire non marchand	1 486 940	1 190	0,1	5 180	0,3
Intérim	132 720	2 430	1,9	3 430	2,7
Ensemble des secteurs	5 945 310	18 730	0,3	93 100	1,6
Privé	4 816 040	18 170	0,4	90 500	1,9
Fonction Publique	1 129 270	560	0,0	2 600	0,2

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Les tensions sur le marché du travail francilien au 3^e trimestre 2019

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,44 point en moyenne au troisième trimestre 2019, soit 44 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,02 point par rapport au troisième trimestre 2018. Cette évolution s'explique par une baisse des offres d'emploi collectées (-1,8 % sur un an) et une augmentation des demandes enregistrées par Pôle emploi (+3,7 % sur un an).

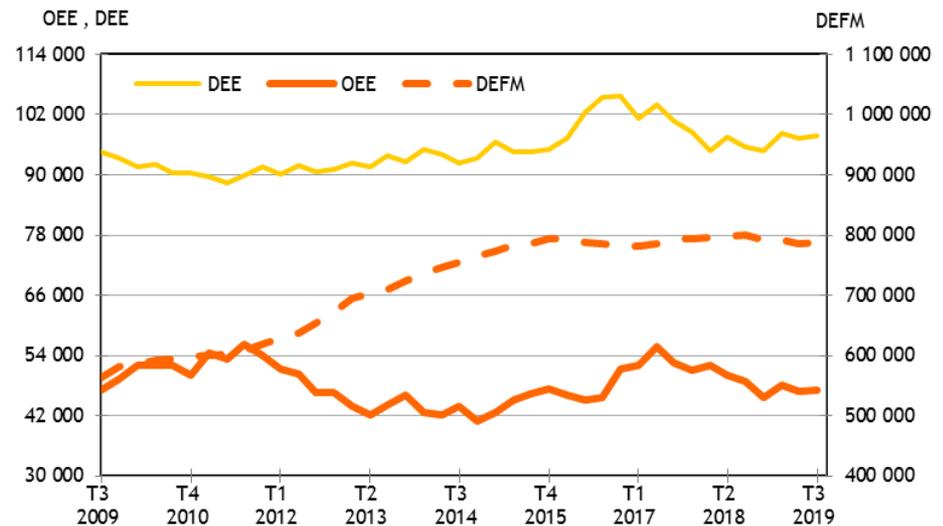
De son côté, le léger recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-1,4 % en données brutes) va dans le sens d'un relâchement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement diminue de 0,8 point sur le trimestre : 59,5 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au troisième trimestre 2019. Ce taux est supérieur à son niveau du troisième trimestre 2018 (58,6 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 70,2 %. Il gagne 1,4 point par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (84,4 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (78,7 %) mais plus faible qu'au troisième trimestre 2018 (88,4 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ; DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

L'activité partielle au 3^e trimestre 2019

Au cours du troisième trimestre 2019, 100 décisions d'activité partielle * ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 763 933 heures autorisées à être chômées en Île-de-France. Ce volume est en hausse de 109 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, cette hausse atteint un niveau équivalent de 7,5 %.

Le département des Yvelines concentre près de 30 % des heures d'activité partielle autorisées dans la région. Plus de la moitié concerne deux demandes dans le secteur de la métallurgie.

Le Val d'Oise est le deuxième département le plus touché avec 21 % du total des heures régionales. La majorité concerne le secteur de la métallurgie.

Les départements de la Seine-et-Marne et des Yvelines atteignent respectivement 17 % et 12 % du total régional des heures autorisées. Les autres départements n'atteignent pas les 10 % au cours de ce trimestre.

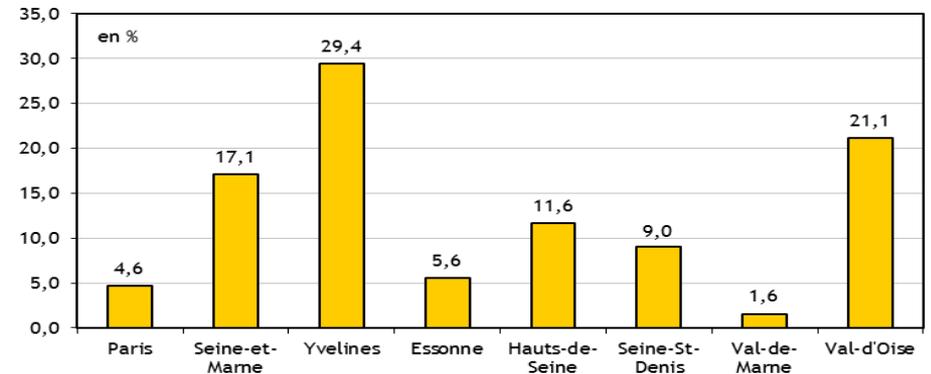
La métallurgie est le premier secteur utilisateur de la mesure. Les entreprises franciliennes ont sollicité plus de 287 000 heures d'activité partielle, soit près de 38 % du total régional tous secteurs confondus.

La construction reste le deuxième secteur utilisateur de l'activité partielle. En un an, le volume d'heures d'activité partielle a baissé de plus de 52 %.

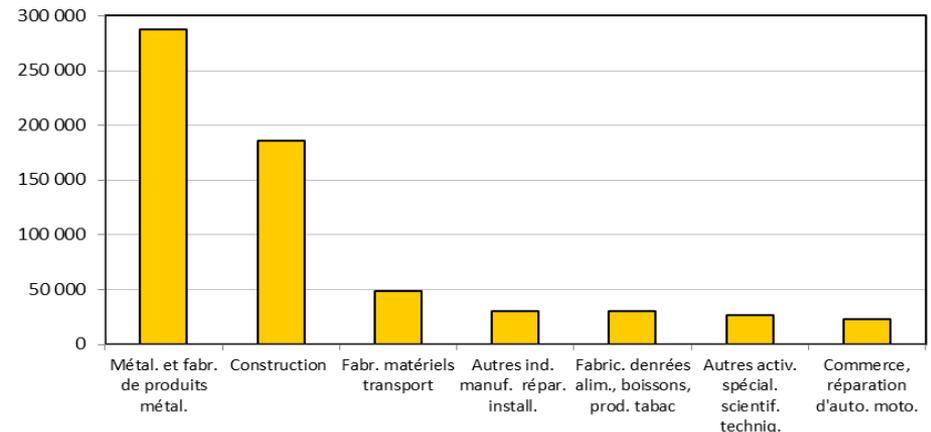
(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Répartition par territoire gestionnaire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au T3 2019	100	24	11	19	9	9	10	5	13
Cumul 2019 (T1+T2+T3)	446	106	47	87	55	34	55	22	40
Cumul 2018 (T1+T2+T3)	451	86	45	78	55	39	78	15	55
Heures associées au T3 2019	763 933	35 458	130 350	224 588	42 401	88 766	68 893	12 048	161 430
Cumul 2019 (T1+T2+T3)	2 516 308	225 772	234 204	946 233	204 939	280 544	216 560	135 640	272 417
Cumul 2018 (T1+T2+T3)	2 341 281	418 633	257 231	753 283	185 095	164 940	245 926	26 805	289 368
Évolution (%)	7,5	-46,1	-9,0	25,6	10,7	70,1	-11,9	406,0	-5,9

Répartition des heures autorisées par département au 3^e trimestre 2019



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 3^e trimestre 2019



Les plans de sauvegarde de l'emploi au 3^e trimestre 2019

Au troisième trimestre 2019, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 36 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 2 506 postes menacés dans le cadre d'un PSE ce trimestre. Le nombre d'emplois menacés est en augmentation par rapport au trimestre précédent.

Les Hauts-de-Seine regroupent 32 % des emplois menacés en Île-de-France. Les emplois menacés dans ce département sont principalement dans un établissement spécialisé dans le secteur des télécommunications. Paris et le Val-de-Marne hébergent également un grand nombre d'emplois menacés.

L'Essonne concentre une proportion importante d'emplois menacés par rapport à son emploi local. Un établissement de recherche-développement est particulièrement affecté.

Avec 30 emplois menacés, le Val-d'Oise est le département le plus épargné.

Parmi les secteurs qui emploient un grand nombre de personne, l'activité du commerce concentre plus de la moitié des emplois menacés de la région.

Le secteur des télécommunications est celui qui affecte le plus de postes en proportion de son emploi régional.

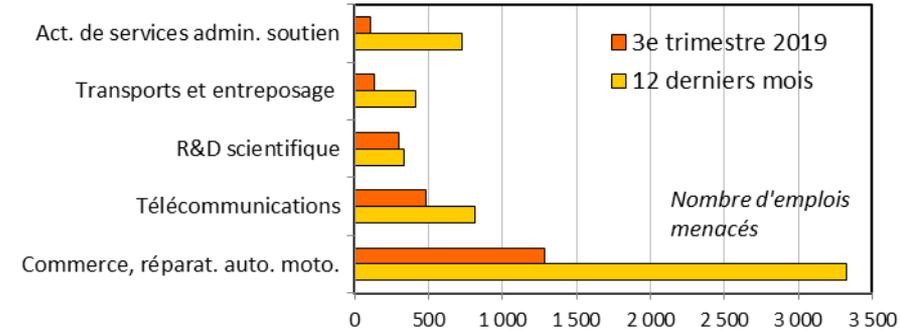
Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 7 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC). Dans ce cadre, il y a eu 278 emplois menacés ce trimestre.

L'Essonne héberge le nombre le plus important d'emplois menacés (180).

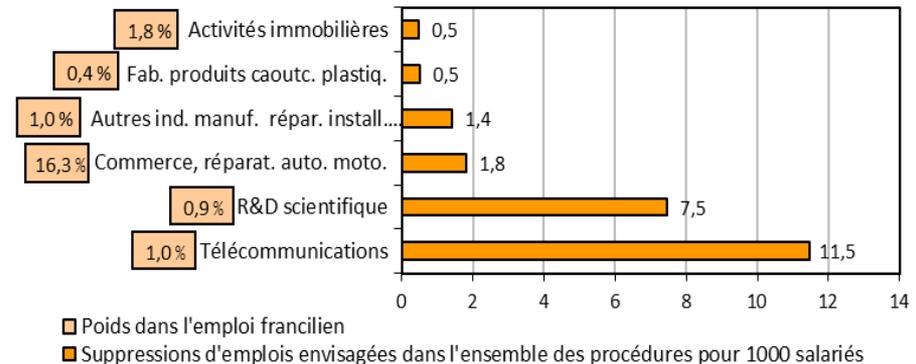
Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T3	36	10	3	2	1	11	3	2	1	3
Cumul 2019 (T1+T2+T3)	149	36	5	15	12	45	19	7	3	7
Cumul 2018 (T1+T2+T3)	159	43	11	2	7	59	16	6	6	9
Emplois menacés	2 506	496	240	80	301	807	247	305	30	/
Cumul 2019 (T1+T2+T3)	8 678	1 797	603	667	1 468	2 249	989	716	189	/
Cumul 2018 (T1+T2+T3)	11 653	2 644	570	255	2 456	3 962	405	937	424	/
Évol. emplois menacés (%)	-26	-32	6	162	-40	-43	144	-24	-55	/

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



Secteurs les plus affectés par des PSE proportionnellement à leur emploi local



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese

DIRECCTE
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr